

## **La gauche est en tête, mais le flou persiste**

Grosse surprise lors du second tour des élections législatives françaises : le parti d'extrême droite Rassemblement national n'a pas obtenu de majorité absolue et finit troisième. Mais qui gouvernera ?

Coup de tonnerre : l'alliance de gauche du Nouveau Front populaire est sortie en tête du deuxième tour des élections législatives hier, devant les macronistes et le Rassemblement national dont la progression est largement endiguée, selon des premières estimations, qui ne dégagent aucune majorité pour former un gouvernement.

Clameur et explosion de joie place de la République ou au siège de campagne des socialistes ; militants sous le choc et ambiance éteinte à la soirée électorale du RN... A l'annonce des premières estimations à 20 heures, l'immense surprise de ce second tour a médusé les Français. « Le front républicain », bâti entre les deux tours de ce scrutin pour limiter la vague RN qui devait déferler dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale, semble donc avoir porté ses fruits, après 210 désistements de candidats du camp présidentiel ou de gauche.

Avec 171 à 199 députés selon les premières estimations des instituts Ifop et Ipsos, le Nouveau front populaire pourrait devenir la première force politique au Palais Bourbon, en progression par rapport aux 151 élus de 2022 sous la bannière de la Nupes.

### **Départ d'Attal**

Autre surprise majeure : la résilience du camp macroniste, crédité de 152 à 169 députés. C'est certes 80 à 100 sièges de moins qu'il y a deux ans. Mais le pari de la dissolution lancé par Emmanuel Macron il y a un mois, au soir d'une lourde défaite aux européennes (14,6%), aurait pu se solder par une déroute bien plus importante. « Ce soir, aucune majorité absolue ne peut être conduite par les extrêmes », s'est réjoui Gabriel Attal.

S'il a annoncé qu'il remettrait ce matin sa démission à Emmanuel Macron, il s'est aussi dit prêt à assumer ses « fonctions aussi longtemps que le devoir l'exigera », notamment à l'approche des Jeux olympiques (26 juillet - 11 août). Au RN, c'est la déception, symbolisée par la défaite parmi d'autres de Marie-Caroline Le Pen, soeur de Marine, dans la Sarthe.

Certes, le parti à la flamme engrange de nouveaux élus, avec 134 à 152 députés, contre 89 en juin 2022, soit « la percée la plus importante de toute son histoire », a revendiqué Jordan Bardella. Mais il voit s'évaporer le rêve de hisser son jeune patron de 28 ans à Matignon, porté par une majorité absolue qui lui semblait atteignable au soir du premier tour. Une victoire attendue qui devait ouvrir la voie à la conquête du pouvoir pour Marine Le Pen en vue de la présidentielle de 2027.

« L'alliance du déshonneur et les arrangements électoraux dangereux passés par Emmanuel Macron et Gabriel Attal avec les formations d'extrême gauche privent ce soir les Français d'une politique de redressement », a estimé Jordan Bardella hier soir.

« Notre peuple a clairement écarté la solution du pire », a pour sa part lancé le chef de file de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, triomphant. « Le premier ministre (Gabriel Attal) doit s'en aller » et le NFP doit « gouverner », a-t-il ajouté.

Mais avec une alliance hétérogène allant de LFI au mouvement de Raphaël Glucksmann Place publique, avec notamment le retour à l'Assemblée de l'ancien président François Hollande, ou encore la réélection de François Ruffin en rupture de ban avec Jean-Luc Mélenchon, beaucoup de questions restent en suspens sur les rapports de force à gauche.

La tripartition jette en effet la France dans le brouillard, au terme d'un scrutin qui a fortement mobilisé les électeurs avec une participation estimée à 67%, la plus forte depuis 1997. Car faute d'atteindre la barre de 289 députés, ou même de s'en approcher, aucun bloc ne semble en mesure de composer seul un gouvernement.

En attendant les intenses tractations à venir, plusieurs scénarios, tous inédits sous la Ve République, se dessinent, jusqu'à la constitution hypothétique **d'un gouvernement technique**.

### **Coalition inédite en vue ?**

Les partis de gauche et le camp macroniste trouveront-ils un improbable accord politique, après deux ans à ferrailer pied à pied sur la réforme des retraites ou encore la loi immigration ? D'ores et déjà, les chefs de la majorité Stéphane Séjourné (Renaissance) et Edouard Philippe (Horizons) ont fait savoir qu'ils étaient prêts à travailler avec les autres forces politiques... mais sans RN ni LFI.

La question se pose aussi de la stratégie des Républicains (LR), plongés dans la tourmente après le ralliement de leur chef Eric Ciotti au RN, mais qui conservent un contingent d'élus plus que suffisant (63 à 68) pour se présenter comme un pivot à l'Assemblée. Laurent Wauquiez, élu en Haute-Loire, a pour sa part écarté la participation de LR à une « coalition », rejetant « des combinaisons pour échafauder des majorités contre nature ».

Dans des conditions si floues, Emmanuel Macron va attendre de connaître la « structuration » de la nouvelle Assemblée à l'issue des élections législatives afin de déterminer qui il va appeler à former un gouvernement, a annoncé dimanche soir l'Elysée.

A.T.S. Le Nouvelliste. 08/05/2024